

Oliver Cann, Directeur des relations avec les médias, Forum économique mondial, tél.: +41 (0)79 799 3405, e-mail: oca@weforum.org

Reprise économique faible et inégale : la baisse moyenne du niveau de vie dans les pays développés ces cinq dernières années indique un besoin urgent de changement de modèle de croissance

- Le rapport du Forum économique mondial suggère de mettre en place un nouveau cadre de croissance économique afin de renforcer l'inclusion sociale.
- Il indique que ces cinq dernières années, le revenu médian par habitant a baissé en moyenne de 2,4 % dans l'ensemble des pays développés et que le taux de croissance par habitant est en moyenne inférieur à 1 %.
- Proposition d'une nouvelle approche de réformes structurelles visant à la fois à augmenter la croissance et à réduire les inégalités.
- Mise en place d'un autre indicateur de performance économique que le PIB, basé sur le développement solidaire. 109 pays classés. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#)

Davos-Klosters, Suisse, 16 janvier 2017 – Aujourd'hui, le Forum économique mondial publie un rapport qui propose de réordonner les priorités en matière de politique économique afin de remédier à l'insécurité et aux inégalités qui découlent des évolutions technologiques et de la mondialisation. Le *Rapport 2017 sur la croissance et le développement inclusifs* conclut que la plupart des pays manquent d'importantes occasions de relancer la croissance économique et de réduire les inégalités car le modèle et les outils de mesure de la croissance utilisés par les décideurs politiques depuis de nombreuses décennies nécessitent d'importants ajustements.

Le rapport indique que le revenu médian annuel a baissé de 2,4 %, soit de 284 dollars par habitant dans 26 pays développés entre 2008 et 2013 (ou période plus récente si données disponibles). Les pays en développement s'en sortent bien mieux, avec une hausse moyenne de leur revenu médian de 10,7 %, soit 165 dollars. Toutefois, 23 % d'entre eux ont connu une baisse du revenu médian par habitant de 9 %, contre 54 % des pays développés, dans lesquels la baisse du revenu médian par habitant a été en moyenne de 8 %, soit de 1 044 dollars par personne ou 2 505 dollars par foyer moyen.

Selon le rapport, l'amélioration durable et généralisée des normes de vie, concept comprenant le revenu, les possibilités économiques, la sécurité et la qualité de vie, devrait constituer l'objectif numéro un des législateurs en termes de performance économique nationale, plutôt que la simple croissance du PIB. Il suggère de mettre en place un nouveau cadre réglementaire et de nouveaux outils de mesure afin d'encourager la mise en œuvre de politiques allant dans ce sens et d'évaluer les performances des pays en conséquence.

Indice de développement solidaire (IDS). Le rapport classe les pays selon douze indicateurs de performance clés dans le domaine du développement solidaire. Plus précis que le PIB, l'IDS mesure le développement économique selon trois piliers : le pilier de la *croissance et du développement* qui calcule la croissance du PIB, la participation et la productivité de la population active, et l'espérance de vie en bonne santé, le pilier de l'*inclusion* qui comprend le revenu médian par foyer, le taux de pauvreté et deux mesures de l'inégalité, et le pilier de l'*équité et de la durabilité intergénérationnelle* qui comprend le taux d'épargne nette ajustée (épuisement du capital naturel et investissements dans le capital humain), le taux de dépendance démographique, la dette publique et l'intensité de carbone.

Ces cinq dernières années, 51 % des 103 pays pour lesquels ces données sont disponibles ont vu leur IDS baisser, attestant de la légitimité des préoccupations de la population et des défis auxquels les décideurs politiques doivent faire face afin de convertir la croissance économique en progrès sociaux pour tous. 42 % de ces pays ont connu une baisse de l'IDS alors que leur PIB par habitant a augmenté. Ceci découle principalement des inégalités de richesse, qui, en moyenne, ont augmenté de 6,3 % dans 77 pour cent des pays.

Classement IDS Top 10 & G7

Classement IDS	Pays
1	Norvège
2	Luxembourg
3	Suisse
4	Islande
5	Danemark
6	Suède
7	Pays-Bas
8	Australie
9	Nouvelle-Zélande
10	Autriche
13	Allemagne
15	Canada
18	France
21	Royaume-Uni
23	États-Unis
24	Japon
27	Italie

Certains pays ont un IDS bien plus élevé que leur PIB par habitant, résultat probable de mesures efficaces visant à rendre la croissance solidaire. Cette catégorie rassemble des pays aussi divers que le **Cambodge**, la **République tchèque**, la **Nouvelle-Zélande**, la **Corée du Sud** et le **Vietnam**.

En revanche, d'autres enregistrent un IDS largement inférieur à leur PIB par habitant, ce qui signifie que leur croissance ne se traduit pas par une hausse de l'inclusion sociale ; parmi eux, nous citerons le **Brésil**, l'**Irlande**, le **Japon**, le **Mexique**, le **Nigéria**, l'**Afrique du Sud** et les **États-Unis**.

Richard Samans, membre du Conseil d'administration du Forum, a déclaré : « À l'échelle mondiale, tout le monde se prononce en faveur d'une croissance plus solidaire, mais il s'agit là bien plus d'une ligne directrice que d'une mesure pratique. Si l'on veut remédier efficacement aux problèmes sociaux, les politiques économiques doivent être révisées en profondeur afin d'entraîner de réelles améliorations du niveau de vie et les réformes structurelles doivent être revues afin de répondre pleinement à cet enjeu. Les conseillers économiques gouvernementaux et ministres des Finances doivent porter ces questions au rang de priorités, tout comme ils le font déjà pour les questions macroéconomiques, commerciales et de surveillance de la finance ».

Nouveau cadre ou « modèle de croissance ». Selon le rapport, quinze domaines structurels et institutionnels constituent à eux seuls le « système de distribution des revenus » des économies de marché modernes et sont d'importants outils à la disposition des décideurs politiques pour renforcer non seulement la croissance économique, mais aussi l'inclusion sociale. Il montre que la hausse des inégalités découle davantage d'un « manque d'attention accordée à cet écosystème politique que de la loi d'airain du capitalisme ». En outre, pour beaucoup de pays, ce processus réinventé de réformes structurelles, qui comprend à la fois des éléments de la demande et de l'offre, génère également de grandes opportunités de croissance économique tant leur marge est faible en matière de politique monétaire et budgétaire depuis la crise financière de 2008-2009.

Le rapport comprend aussi la métrique politique, soit 140 indicateurs politiques et institutionnels couvrant les quinze domaines politiques susceptibles de stimuler une forte croissance tout en favorisant une plus grande inclusion sociale. Ces indicateurs permettent aux pays de comparer leur force institutionnelle et leurs mesures d'incitation dans ces domaines à celles des autres pays.

Éducation et développement des compétences – accès, qualité, équité

Services de base et infrastructures – infrastructures de base et numériques, services sanitaires

Corruption et rentes – éthique commerciale et politique, concentration des rentes

Intermédiation financière des investissements dans l'économie réelle – inclusion du système financier, intermédiation des investissements commerciaux de l'économie réelle

Développement des actifs et entrepreneuriat – propriété de petites entreprises, accès à la propriété immobilière et propriété sur des actifs financiers

Emploi et rémunération du travail – emploi productif, rémunération du travail salarial et non salarial

Transferts fiscaux – réglementation fiscale, protection sociale

Un programme pour la croissance *solidaire* à l'échelle mondiale. En se basant sur ses résultats, son cadre et ses outils, le rapport propose de mettre en place une initiative internationale coordonnée afin de lutter contre la stagnation et la dispersion (faible croissance chronique et hausse des inégalités) en plaçant l'amélioration du niveau de vie médian – les personnes – au cœur des politiques nationales et mondiales d'intégration économique :

- Dans ce cadre, les principales économies mondiales doivent mettre en œuvre des mesures concertées afin de réduire leurs faiblesses structurelles avec le soutien de l'OCDE et d'autres organisations internationales, notamment en étendant et en redéfinissant les priorités du Calendrier des réformes structurelles du G20, lancé durant la récente présidence de la Chine.
- Tous les pays confrontés à d'importantes difficultés sur leurs marchés du travail liées à la quatrième révolution industrielle doivent fixer des objectifs d'investissement nationaux et mettre en place des stratégies de partenariat public-privé dans les cinq domaines de formation de capital humain : politiques actives de refonte du marché du travail (formation), accès équitable à une formation de base de qualité, parité hommes-femmes, prestations et protections des travailleurs non conventionnels et bonne transition entre l'école et le travail. Selon les données, peu de pays sont bien placés.
- Les institutions financières internationales doivent intégrer cette reformulation et redéfinition des priorités structurelles économiques à leurs programmes d'information publique, de recommandation nationale et de coopération au développement, et accroître le financement public-privé d'infrastructures durables, essentielles à la réalisation des objectifs de développement durable, en passant d'une logique de prêts directs à une approche de limitation des risques, de co-investissement, d'agrégation et de développement de projet.
- La coopération en matière de commerce et d'investissement doit être totalement repensée ; elle ne doit plus seulement consister à négocier de nouvelles normes, telles que les accords de libre-échange, mais à faciliter les échanges et les investissements au sein des pays et entre les pays, particulièrement entre PME, services et chaînes de valeur, en encourageant la convergence autour des meilleures normes et pratiques afin de réduire les frictions et de renforcer le développement, tout en accroissant l'aide au renforcement des capacités dans ce but.

Le rapport a été élaboré dans le cadre de l'initiative multipartite du Forum sur [la croissance économique et l'inclusion sociale](#) et comprend les contributions écrites de cinq organisations internationales, de trois entreprises et du gouvernement d'un membre du G20, dans lesquelles ils font état de leur participation à cette initiative.

Consultez l'**agenda du Forum** : <https://www.weforum.org/agenda>

Suivez les activités du **Forum** sur **Twitter** : <http://wef.ch/livetweet>

Inscrivez-vous à la rubrique **Communiqués du Forum** : <http://wef.ch/news>

Pour en savoir plus sur **la Réunion annuelle 2017**, cliquez wef.ch/follow

Rejoignez la communauté des fans du Forum sur **Facebook** : <http://wef.ch/facebook>

Suivez les activités du Forum sur **Google+** en cliquant <http://wef.ch/gplus>

Le Forum économique mondial, engagé à améliorer l'état du monde, est une organisation internationale de coopération public-privé. Il collabore avec des politiques, des chefs d'entreprise et des représentants de la société civile de premier plan pour donner forme à des programmes mondiaux, régionaux et sectoriels (www.weforum.org/).



World Economic Forum, 91-93 route de la Capite, CH-1223 Cologny/Geneva
Tel. +41 (0)22 869 1212, Fax +41 (0)22 786 2744, <http://www.weforum.org>